

LA GUERRE FROIDE (1947-1990)

► Que signifie l'expression « guerre froide », qui l'a inventée ?

La formule est née en octobre 1945 ; c'est George Orwell dans son essai *Nous et la bombe atomique* qui reprend une expression déjà utilisée auparavant dans d'autres contextes. Comme le souligne l'historien Georges-Henri Soutou, elle est popularisée par le journaliste américain Walter Lippmann afin de décrire la forte tension américano-soviétique en 1947, et par Bernard Baruch : *cold war* ou en russe *холодная война (kholodnaïa voïna)* ». Si la guerre froide est qualifiée par Raymond Aron, comme un moment de « paix impossible, guerre improbable », la belle formule ne vaut que pour les pays concernés, l'Europe et les deux blocs. La guerre froide sait être aussi une guerre chaude (Corée, etc.). Toutefois, la formule a le mérite d'évoquer en arrière-plan les règles du jeu qui s'installent durablement entre l'Est et l'Ouest. C'est un conflit idéologique, de conception du monde, tout en étant un conflit de puissance, donc d'impérialisme : un affrontement entre d'une part le « marxisme-léninisme », figé comme tel à partir de 1928 par Staline – c'est ce qu'on appelle le « socialisme réel » qu'incarnent le parti État (l'URSS), puis les « démocraties populaires » – et d'autre part le système capitaliste, voire les « démocraties libérales » ou des régimes autoritaires comme l'Espagne de Franco et le Portugal de Salazar, un conflit qui s'inscrit dans la durée.

Extrait d'un entretien avec l'historien Jean-Marie Vigneux



- ▶ En Tchécoslovaquie, le « Coup de Prague » illustre cette politique. Le chef du parti communiste Klement Gottwald, président du Conseil grâce aux 38 % de suffrages recueillis aux élections de 1946, organise dans les villes, les campagnes et les villages, des Comités d'action révolutionnaire qui s'appuient sur des milices armées

. Il fait ainsi pression sur le président de la République, le modéré Edvard Benès, pour le contraindre à accepter la démission de douze ministres qualifiés de « bourgeois » et former un gouvernement « sans réactionnaires ». Affaibli, le président Benès cède et Gottwald forme un gouvernement communiste. Le pluralisme disparaît rapidement de la politique des pays d'Europe de l'Est, remplacé par le système du parti unique.



étant encore parfaitement appropriées à la situation présente. Dans quelle mesure les Etats-Unis ont-ils eu une responsabilité dans le déclenchement de la guerre froide après la Seconde Guerre mondiale ? Existait-il alors les possibilités d'une politique de coexistence pacifique avec les Soviétiques ? Un accord avec l'URSS était-il et est-il réalisable, compte tenu de la nature du régime existant en ce pays ?

Face à ces interrogations les chercheurs américains sont passés par différents stades. En un premier temps, dans les années 50, une sorte d'unanimité s'était faite pour imputer la responsabilité principale de la rupture à Staline et aux Soviétiques. Puis, sans doute sous l'effet de la guerre du Vietnam, véritable « crise de conscience » de l'Amérique intellectuelle mais aussi parce que les nouveaux chercheurs appartenaient à une génération sans responsabilité à l'époque considérée, vint la période du « révisionnisme » américain. Vers la fin des années 60, Williams, Horowitz, Gardner, Kolko, pour citer les plus fameux, apportèrent plusieurs arguments de poids afin de prouver que la partie américaine avait une large part de responsabilité dans la rapide tension qui avait suivi le combat commun contre Hitler¹. La lutte entre universitaires des deux camps fut rude, parfois violente, mais elle eut ce mérite d'obliger tout chercheur à revenir aux documents d'époque

afin d'étayer sa démonstration. Or l'ouverture des archives anglo-saxonnes au terme des 30 ans, règle réelle et appliquée, permet aujourd'hui de faire un véritable travail d'historien, s'appuyant sur des données concrètes.

Le livre de Daniel Yergin est donc le résultat d'une large enquête documentaire, fondée sur les archives et sur la masse considérable des témoignages, manuscrits publiés ou inédits, des acteurs anglo-saxons. Ses idées fondamentales apparaissent clairement, bien que l'analyse soit menée dans une étroite perspective événementielle. En 1945, la diplomatie américaine avait le choix entre deux tactiques possibles : ou bien, prolongeant le réalisme prosaïque de F.D. Roosevelt, elle privilégiait la négociation avec l'URSS sans a priori idéologiques et sans « idéalisme wilsonien » ; ou bien, elle tenait son allié du moment pour un empire expansionniste mené par un homme résolu et froid calculateur, sensible seulement aux rapports de force, ceci justifiant une logique de raidissement et de méfiance. Le choix américain, on le sait, se porte sur cette seconde tactique. Selon Yergin, les responsables de ce choix fondamental sont faciles à identifier : au sein du département d'Etat un groupe de « spécialistes » des problèmes soviétiques, qui avaient souvent été en poste à Riga pendant l'entre-deux guerres (d'où le surnom donné aux idées de ces hommes, « les postulats de Riga ») étaient persuadés de la vocation révolutionnaire et de la volonté expansionniste de l'URSS. Au fond, pour eux, « l'étrange alliance » de la guerre était une parenthèse et ils avaient mal admis la politique « rooseveltienne » à l'égard de l'URSS.

1. W.A. Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, 1959 ; D. Horowitz, *The free world colossus. A critique of American foreign policy in the cold war*, 1955 ; L.C. Gardner, *Architects of illusion : men and ideas in American foreign policy 1941-1949*, 1970 ; G. Kolko, *The politics of war. The world and United States foreign policy*, 1968 et *The limits of power. The world and United States foreign policy*, 1972.

D. YERGIN LA PAIX SACCAGÉE

RECENSION

Discours du Président Truman devant le Congrès américain (12 mars 1947)

"Au moment présent de l'histoire du monde, presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie. Et trop souvent, ce choix n'est pas un libre choix

L'un de ces modes de vie est fondé sur la volonté de la majorité. Ses principaux caractères sont des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, des garanties données à la liberté individuelle, à la liberté de parole et du culte et à l'absence de toute oppression politique.

Le second mode de vie est basé sur la volonté d'une minorité imposée à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, sur une radio et une presse contrôlées, sur des élections dirigées et sur la suppression de la liberté personnelle.

Je crois que les Etats-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuples libres qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités armées ou à la pression extérieure". Je crois que la politique des États-Unis doit être de soutenir tous les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement par des minorités armées ou des pressions étrangères. Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique et financier

La doctrine Jdanov

" Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les deux directions principales de la politique internationale, à savoir la disposition en deux camps : le camp anti-impérialiste et le camp impérialiste.

Les États-Unis sont la force dirigeante du camp impérialiste. Ils sont soutenus par l'Angleterre, la France, par tous les États possesseurs de colonies tels que la Belgique et les Pays-Bas [...]. Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp : l'URSS et les pays de la démocratie nouvelle tels que la Roumanie et la Hongrie en sont les fondements. [...] Le nouvel expansionnisme des États-Unis s'appuie sur un large programme de mesures d'ordre militaire, économique et politique dont l'application établirait dans tous les pays visés la domination politique de ces derniers et réduirait ces pays à l'état de satellites des États-Unis [...]. C'est aux partis communistes qu'incombe le rôle particulier de se mettre à la tête de la résistance au plan américain d'asservissement de l'Europe. "

Jdanov, *Rapport*, 22 septembre 1947.

a. Extraits de la Constitution tchécoslovaque (1960)

Art. 1 : La République socialiste tchécoslovaque est un État socialiste, fondé sur l'alliance solide des ouvriers, des paysans et des intellectuels avec la classe ouvrière à sa tête [...]. Elle fait partie du système socialiste mondial.

Art. 2 : Tout le pouvoir appartient au peuple travailleur qui exerce le pouvoir d'État par les Corps représentatifs, élus et contrôlés par lui et responsables devant lui.

Art. 4 : La force dirigeante dans la Société et dans l'État est l'avant-garde de la classe ouvrière, le Parti communiste de Tchécoslovaquie, union volontaire de combat des citoyens les plus actifs et les plus conscients des rangs des ouvriers, des paysans et des intellectuels.

b. Extraits de la Constitution de la RDA (1949)

Art. 9 : L'économie de la RDA trouve son fondement dans la propriété socialiste des moyens de production [...]

Art. 12 : Les richesses du sous-sol, les mines, les centrales énergétiques, les barrages et les eaux, les richesses naturelles du socle continental, les banques et les sociétés d'assurance, les fermes d'État, les moyens de communication, les chemins de fer, les moyens de transport de la navigation aérienne et maritime, les installations des postes et des télécommunications sont propriété du peuple.

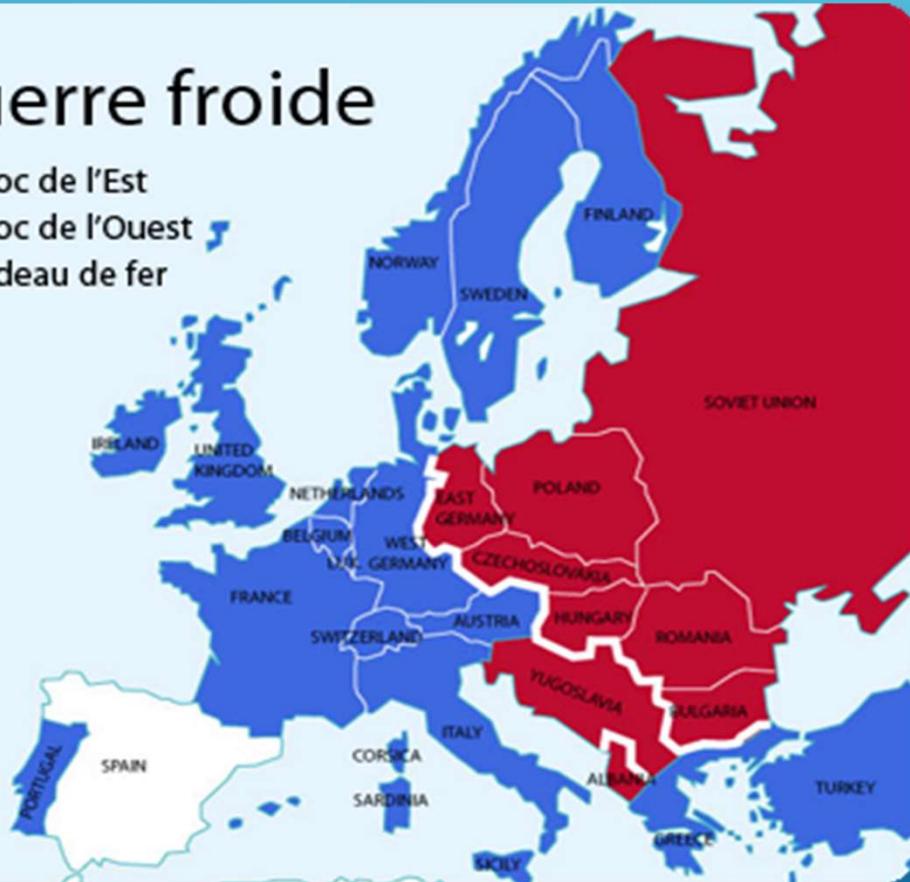
La propriété privée de ces biens est inadmissible



Deux blocs en Europe

Guerre froide

- Bloc de l'Est
- Bloc de l'Ouest
- Rideau de fer

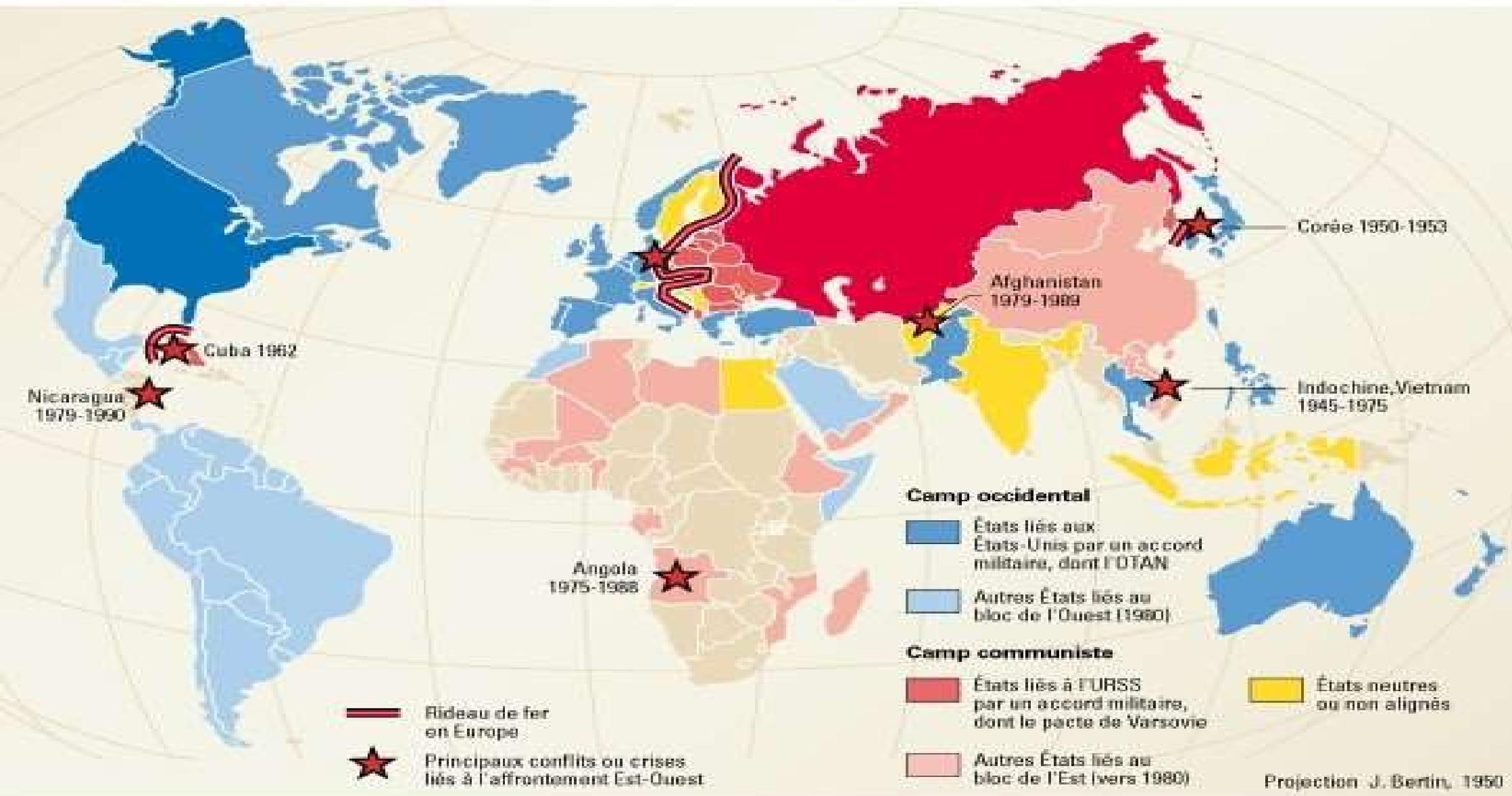


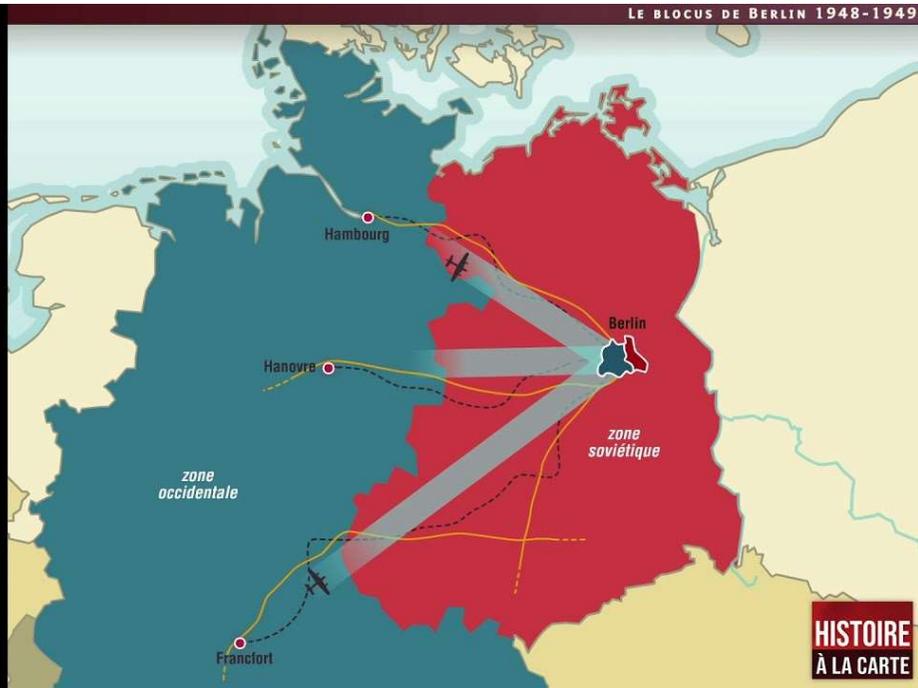
Les deux blocs en Europe	URSS	Etats-Unis
Politique	Démocratie populaire	Démocratie libérale/dictatures anti-communistes
Economie	Plan Marshall/OECE	CAEM
Militaire	OTAN	Pacte de Varsovie

« De Stettin sur la Baltique à Trieste sur l'Adriatique, un *rideau de fer* est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États d'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia, toutes ces villes célèbres et les populations qui les entourent se trouvent désormais dans ce que je dois appeler la sphère soviétique, et sont toutes soumises, sous une forme ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais aussi à un degré très élevé et, dans beaucoup de cas, à un degré croissant, au contrôle de Moscou. »

W. Churchill, discours de Fulton, 1946

Le monde de la guerre froide (1945-1990)





FL1

Le Blocus de Berlin (1948-49) ou le début de la guerre froide



Diapositive 9

FL1

FABIEN LEVY; 07/11/2021

L'ÉQUILIBRE DE LA TERREUR

Les représailles massives (52)

« On ne peut laisser à l'ennemi, quand il attaque, le choix du lieu, de l'heure et des armes. La tâche des Etats-Unis en devient écrasante.(...)En conséquence le Président a décidé de faire reposer la défense des Etats-Unis et du monde libre sur une grande capacité de représailles, par les moyens et à l'endroit que nous choisirons. Ce qui permettra d'opérer une sélection dans les moyens militaires au lieu de les multiplier. »

Foster Dulles, 1954

	Etats-Unis	URSS
Bombe A	1944	1949
Bombe H	1952	1953
Sputnik		1957
Nombre de têtes nucléaires(URSS+US)	20.400 en 1960	48.000 en 1980

MAD (Mutual assured destruction)

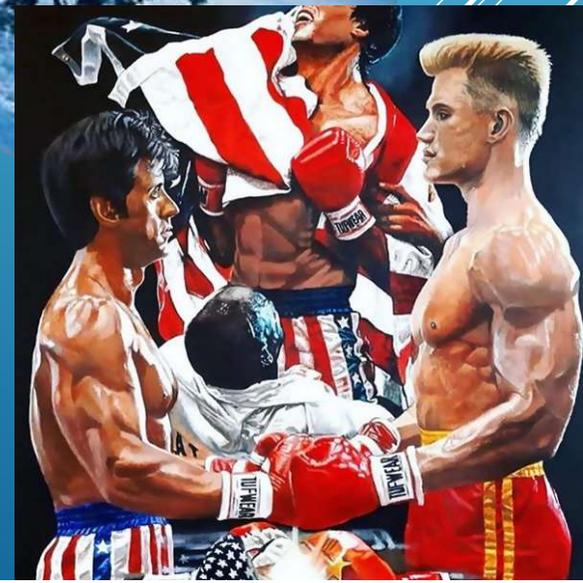
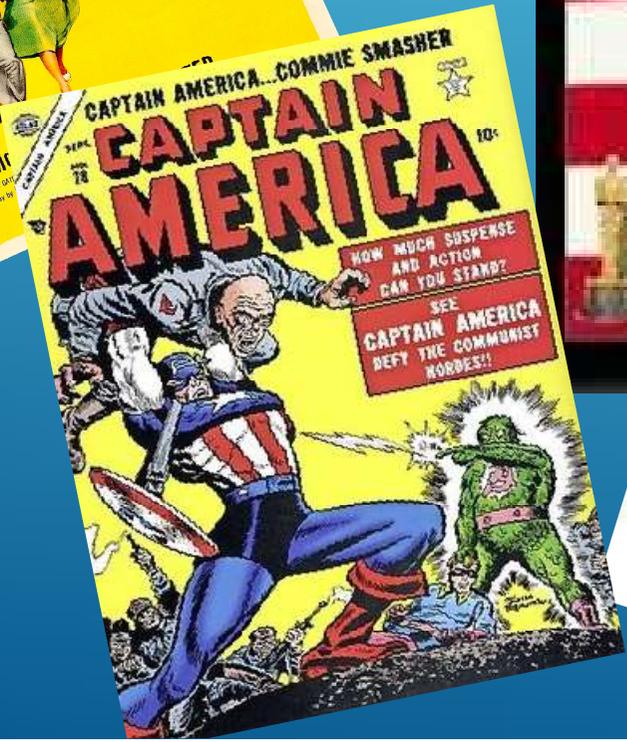
« The dilemma of the nuclear period can be defined as follows : the enormity of modern weapons makes the thought of war repugnant, but the refusal to run any risks would amount to giving the Soviet rulers a blank check. »

H. Kissinger, 1957

Les représailles graduées (62)

« Lors de la crise des missiles cubains les forces qui ont joué le rôle déterminant ont été des forces non nucléaires. Non que les forces nucléaires n'ont pas compté, mais elles sont restées à l'arrière-plan. Les forces non nucléaires ont ainsi été notre glaive, et les forces nucléaires notre bouclier. Il est beaucoup plus probable de voir les Soviétiques harceler, tâter le terrain, exploiter les points faibles et s'efforcer de diviser que de les voir lancer une attaque nucléaire ou même une attaque en force contre l'Europe occidentale avec des moyens classiques C'est pourquoi il faut adapter notre stratégie en représailles graduées.»

R. MacManara, 1964



La construction du mur de Berlin, 1961



Je suis fier d'être venu dans votre ville, invité par votre bourgmestre régnant. Votre bourgmestre symbolise aux yeux du monde entier l'esprit combattant de Berlin-ouest. Je suis fier d'avoir visité la République fédérale avec le chancelier Adenauer qui a depuis tant d'année engagé l'Allemagne dans la démocratie, la liberté et le progrès, et de venir ici en compagnie de mon compatriote américain le général Clay, qui fut dans cette ville durant ses pires moments de crise et reviendra s'il en était un jour besoin. Il y a deux mille ans, la fierté suprême était de dire : « *civis romanum sum* ». Aujourd'hui, dans le monde de la liberté, la fierté suprême est de dire : « *Ich bin ein Berliner* ». Je remercie mon interprète d'avoir traduit mon allemand ! Il ne manque pas de personnes au monde qui ne veulent pas comprendre ou qui prétendent ne pas vouloir comprendre quel est le litige entre le communisme et le monde libre. Qu'elles viennent donc à Berlin. D'autres prétendent que le communisme est l'arme de l'avenir. Qu'ils viennent eux aussi à Berlin. Certains, enfin en Europe et ailleurs, prétendent qu'on peut travailler avec les communistes. Qu'ils viennent donc ceux-là aussi à Berlin. Notre liberté éprouve certes beaucoup de difficultés et notre démocratie n'est pas parfaite. Cependant nous n'avons jamais eu besoin, nous, d'ériger un mur pour empêcher notre peuple de s'enfuir. Je ne connais aucune ville qui ait connu dix-huit ans de régime d'Occupation et qui soit restée aussi vitale et forte et qui vive avec l'espoir et la détermination qui est celle de Berlin-Ouest. Le mur fournit la démonstration éclatante de la faillite du système communiste. Cette faillite est visible aux yeux du monde entier. Nous n'éprouvons aucune satisfaction en voyant ce mur, car il constitue une offense non seulement à l'histoire mais encore une offense à l'humanité. La paix en Europe ne peut pas être assurée tant qu'un Allemand sur quatre sera privé du droit élémentaire des hommes libres et à l'auto-détermination. Après dix-huit ans de paix et de confiance, la présente génération allemande a mérité le droit d'être libre, ainsi que le droit à la réunification de ses familles et de sa nation pacifiquement et durablement. Vous vivez sur un îlot de liberté mais votre vie est liée au sort du continent. Je vous demande donc de regarder par-dessus les dangers d'aujourd'hui vers les espoirs de demain, de ne pas penser seulement à votre ville et à votre patrie allemande, mais d'axer votre pensée sur le progrès de la liberté dans le monde entier. Ne voyez pas le mur, envisagez le jour où éclatera la paix, une paix juste. La liberté est indivisible et, tant qu'un seul homme vivra en esclavage, tous les autres ne peuvent être considérés comme libres. Mais quand tous les hommes seront libres, nous pourrons attendre en toute conscience le jour où cette ville de Berlin sera réunifiée et où le grand continent européen rayonnera pacifiquement. La population de Berlin-Ouest peut être certaine qu'elle a tenu bon pour la bonne cause sur le front de la liberté pendant une vingtaine d'année. Tous les hommes libres, où qu'ils vivent, sont citoyens de cette ville de Berlin-Ouest et pour cette raison, en ma qualité d'homme libre, je dis : *Ich bin ein Berliner*.

John Fitzgerald Kennedy, le 26 juin 1963

Balcon de l'hôtel de ville de Schöneberg, Berlin-Ouest.

La crise de Cuba, paroxysme de la Guerre froide

L'humanité a frôlé, il y a 50 ans, une troisième guerre mondiale qui aurait été nucléaire

Début 1962

Afin de répliquer à l'installation de missiles américains en Turquie, l'URSS décide de déployer à Cuba armes et instructeurs

21 mai

L'Union soviétique commence à envoyer

- 45 000 soldats
- 24 lanceurs et 36 missiles nucléaires à moyenne portée (SS-4)
- 16 lanceurs et 24 missiles à portée intermédiaire (SS-5)
- une escadrille de MIG-21
- 42 bombardiers Il-28
- 180 missiles antiaériens

14 octobre

Un avion espion américain U-2 photographie des rampes de missiles sur le sol cubain et 26 navires russes faisant route vers Cuba avec des ogives nucléaires

Vue aérienne d'une base de missiles repérée sur le sol cubain en octobre 1962

Site de SS-5 | Site de SS-4 | Bombardiers Il-28 | Base aérienne | Base navale

Sources : Mémorial de Caen, DocStory



22 octobre

Les Américains lancent un blocus maritime de l'île. Kennedy demande à Krouchtchev de retirer missiles et navires



Le Président américain J. F. Kennedy signe l'ordre du blocus maritime de Cuba, le 24 octobre 1962 à la Maison Blanche

24 octobre

Krouchtchev déclare : « Si les États-Unis veulent la guerre, alors nous nous retrouverons en enfer »



26 octobre

Le leader soviétique fait savoir qu'il est prêt à négocier

29 novembre

Krouchtchev donne l'ordre aux navires soviétiques de faire demi-tour et se dit prêt à démanteler les installations de missiles à Cuba. Les États-Unis s'engagent à ne pas envahir Cuba

La contrepartie secrète, c'est le retrait des missiles Jupiter de Turquie

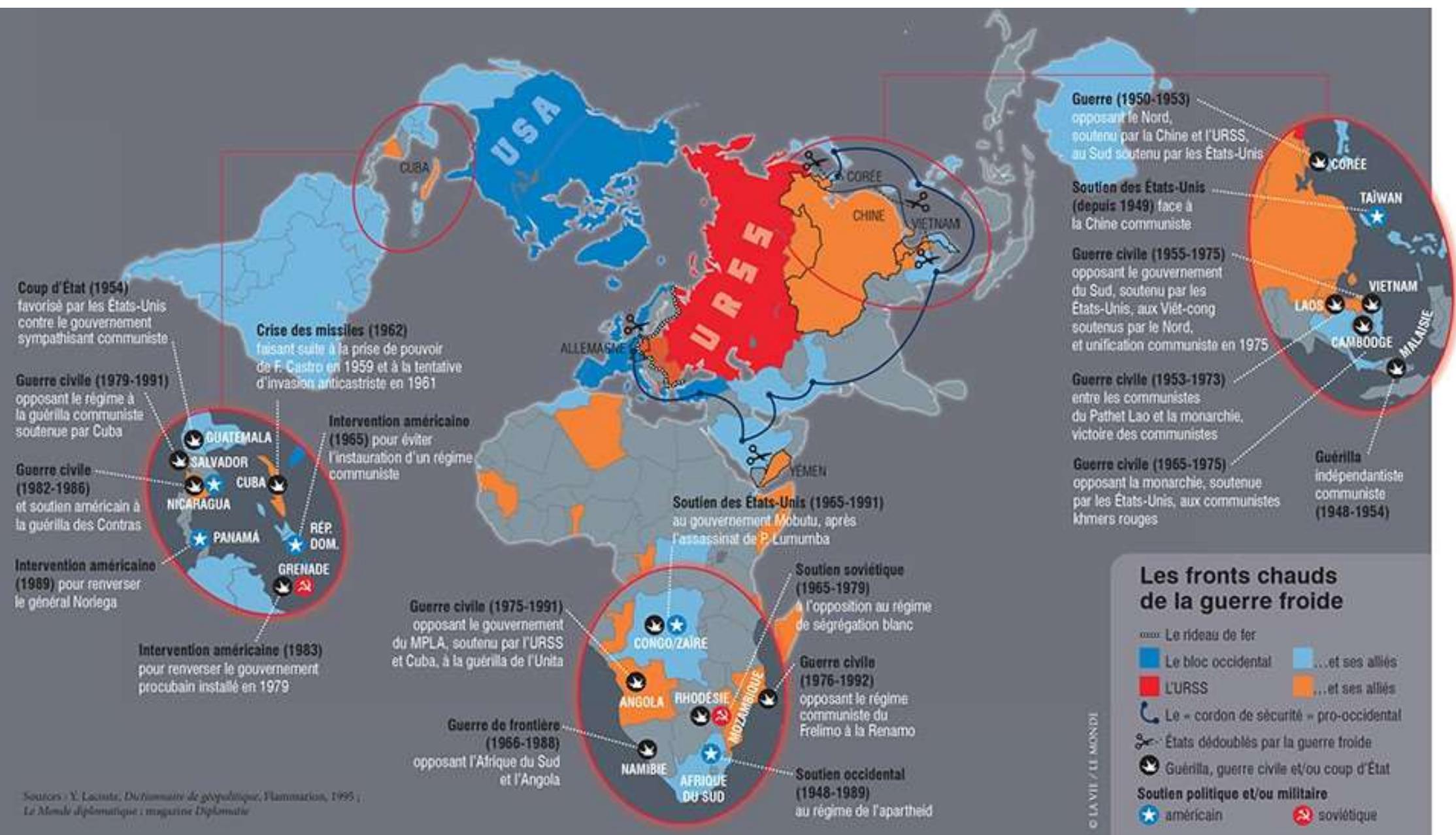


Fidel Castro a 36 ans. Il est sous pression depuis sa victoire un an plus tôt face au débarquement dans la Baie des Cochons de rebelles anticastristes soutenus par les États-Unis. PHOTOS AFP



A La Havane, des batteries antiaériennes tchécoslovaques sont installées sur le Malecon pendant la crise.

AFP



Les fronts chauds de la guerre froide

- Le rideau de fer
- Le bloc occidental
- ... et ses alliés
- L'URSS
- ... et ses alliés
- ⤵ Le « cordon de sécurité » pro-occidental
- ✂ États dédoublés par la guerre froide
- ☉ Guérilla, guerre civile et/ou coup d'État
- ★ Soutien politique et/ou militaire américain
- ☘ Soutien politique et/ou militaire soviétique

Sources : Y. Lacoste, *Du monde de géopolitique*, Flammarion, 1995 ; *Le Monde diplomatique* ; magazine *Diplomatie*

© LA VIE / LE MONDE



Principes de négociation du traité de non prolifération 1968

- 1.« Le traité devra être exempt d'échappatoires qui pourraient permettre à des puissances nucléaires ou non nucléaires de faire proliférer [...] des armes nucléaires » ;
- 2.« Il devra établir un équilibre acceptable de responsabilités et d'obligations mutuelles entre puissances nucléaires et puissances non nucléaires » ;
- 3.« Il devra constituer un pas vers la réalisation du désarmement général et complet et, plus particulièrement du désarmement nucléaire » ;
- 4.« Des dispositions acceptables et applicables devront être prévues pour assurer l'efficacité du traité » ;
- 5.« Aucune clause ne devra porter atteinte au droit d'un groupe d'États de conclure des traités régionaux de façon à assurer l'absence totale d'armes nucléaires sur leurs territoires respectifs ».

SALT 1 1972		
Plafonds sur les lanceurs	Etats-Unis	URSS
ICBM (balistique)	1054	1618
SLCBM (mer-sol)	656	950
Bombardiers	Libre	Libre





La politique gaullienne

« La France considère que les changements accomplis ou en voie de l'être, depuis 1949, en Europe, en Asie et ailleurs, ainsi que l'évolution de sa propre situation et de ses propres forces ne justifient plus, pour ce qui la concerne, les dispositions d'ordre militaire prises après la conclusion de l'Alliance. [...] Elle se propose de recouvrer sur son territoire l'entier exercice de sa souveraineté, actuellement entamé par la présence permanente d'éléments militaires alliés ou par l'utilisation habituelle qui est faite de son ciel, de cesser sa participation aux commandements intégrés et de ne plus mettre de forces à la disposition de l'OTAN. [...] Elle est disposée à s'entendre avec [ses alliés] quant aux facilités militaires à s'accorder mutuellement dans le cas d'un conflit où elle s'engagerait à leurs côtés ». Elle croit devoir, pour son compte, modifier la forme de l'alliance sans en altérer le fond ».

Discours de De Gaulle, 1966.



- 1964: Paris est la première capitale occidentale à établir des relations diplomatiques avec la Chine populaire .
- 1966 : Gaulle est à Moscou. Il appelle Soviétiques et Français à se « donner la main » pour « faire en sorte que notre ancien continent, uni et non plus divisé, reprenne le rôle capital qui lui revient, pour l'équilibre, le progrès et la paix de l'univers » ;
- le 1er septembre 1966 il prend acte que la guerre au Vietnam « n'aura pas de solution militaire » et appelle les Etats-Unis à « renoncer, à leur tour, à une expédition lointaine dès lors qu'elle apparaît sans bénéfice et sans justification »



Willy Brandt à Varsovie face au ghetto



Prix nobel de la paix

Traité fondamental de 1972

La RFA reconnaît la RDA comme un Etat souverain et s'engage à développer avec son voisin des « *relations de bon voisinage sur la base de l'égalité des droits* »

Willy Brandt à Moscou avec Brejnev





La voie chinoise de développement:
Les enfants du Fleuve Jaune



Avant un rapprochement
avec les Etats-Unis:
diplomatie du ping-pong
et rencontre Mao-Nixon

La rupture
avec l'URSS



Leader du 1/3 monde?



Jan Palach et la répression du printemps de Prague



1979

Invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge et révolution iranienne



Les Soviétiques, lorsqu'ils entrent en Afghanistan, veulent réaliser une sorte de « coup de Prague » centre-asiatique. C'est-à-dire permettre le maintien d'un pouvoir communiste par l'intervention de l'Armée rouge. A Kaboul, en 1978, un coup d'État a placé à la tête du pays un gouvernement procommuniste, qui a perdu le soutien de la population en raison de son intransigeance.

Pour éviter le renversement du régime, l'Armée rouge intervient donc, destitue les dirigeants et forme un gouvernement aux ordres, arrivé dans ses fourgons. Se trouve ainsi appliquée la « doctrine Brejnev », selon laquelle aucun pays qui a été communiste ne peut quitter l'orbite soviétique.

G. Kepel

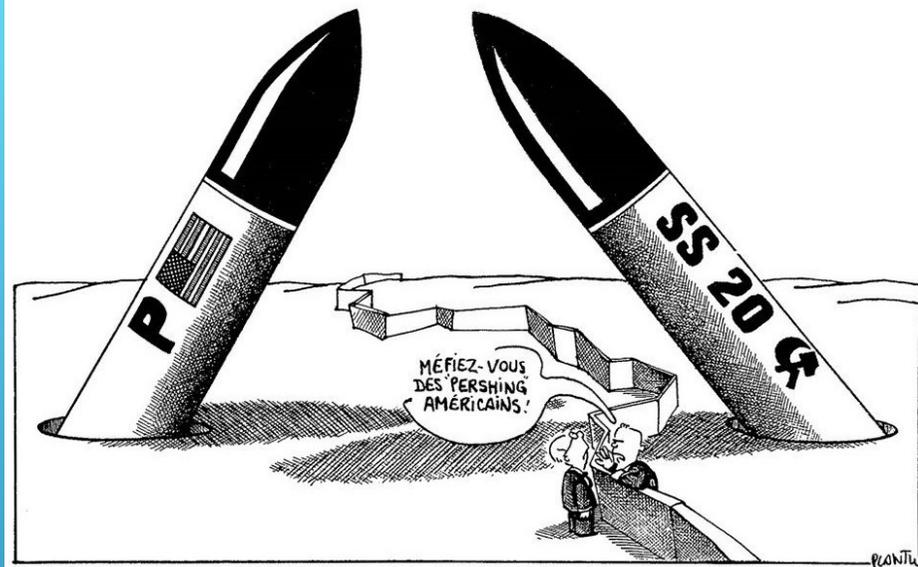
RONALD REAGAN : AMERICA IS BACK

« Nous ne mettrons jamais en péril nos principes et nos critères moraux. Nous n'abdiquerons jamais notre liberté. Nous n'abandonnerons jamais notre croyance en Dieu. Et nous ne cesserons jamais de rechercher une paix véritable. Mais les prétendues solutions prônées par certains et qui passeraient obligatoirement par le gel nucléaire ne nous permettent pas de défendre ces idées essentielles à l'Amérique. La vérité est que décréter le gel aujourd'hui serait une tromperie dangereuse, car il ne s'agirait que d'une illusion de paix. La vérité, c'est que nous devons rechercher et trouver la paix par la force.(...)»

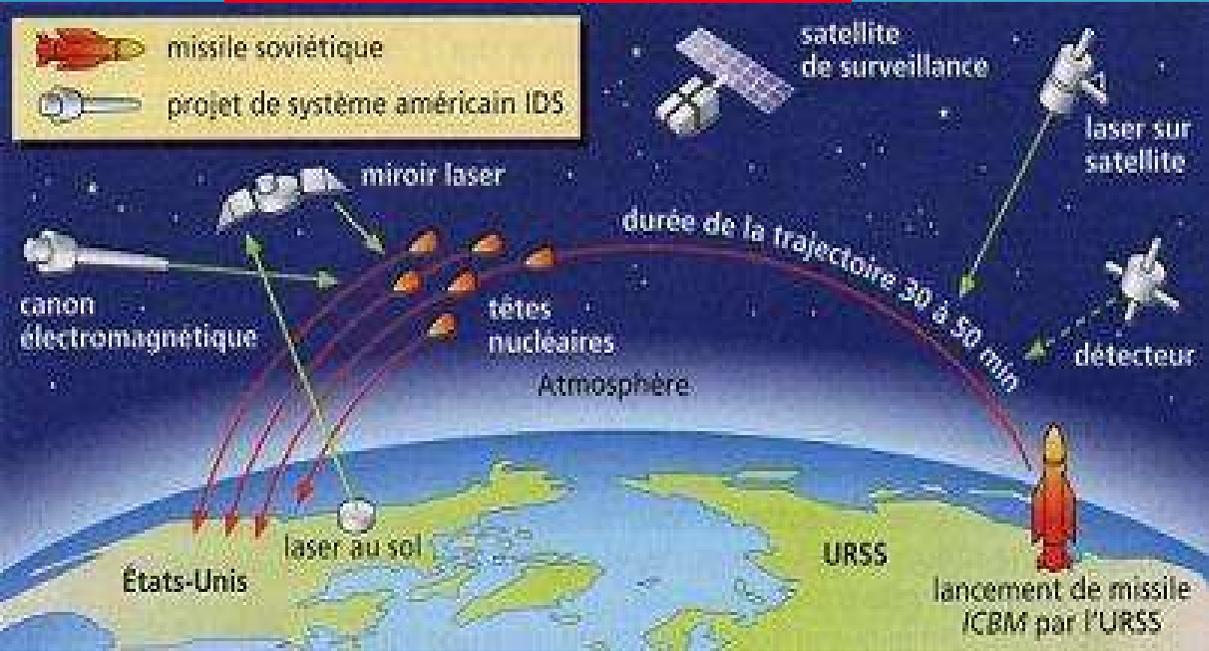


L'Histoire nous apprend que prendre nos désirs pour des réalités et rechercher naïvement la conciliation avec nos adversaires n'est que folie. Cette attitude reviendrait à trahir notre passé et à dilapider notre liberté. En conséquence, je vous encourage à vous élever contre ceux qui chercheraient à placer les Etats-Unis dans une position d'infériorité militaire et morale. Et, lorsque vous débattez des propositions de gel nucléaire, je vous exhorte à vous défier de la tentation de l'orgueil, de cette tentation qui consisterait à vous décréter allégrement au-dessus de la bataille, à décider que les deux camps sont également coupables, à ignorer les faits de l'Histoire et les pulsions agressives de l'Empire du Mal, à vous contenter de dire que la course aux armements n'est qu'un vaste malentendu et par là même à vous soustraire au combat entre le juste et le faux, le bien et le mal. (...) Je crois que nous relèverons le défi. Je crois que le communisme n'est qu'un chapitre supplémentaire, triste et bizarre, de notre Histoire dont les dernières pages sont entrain de s'écrire sous nos yeux. »

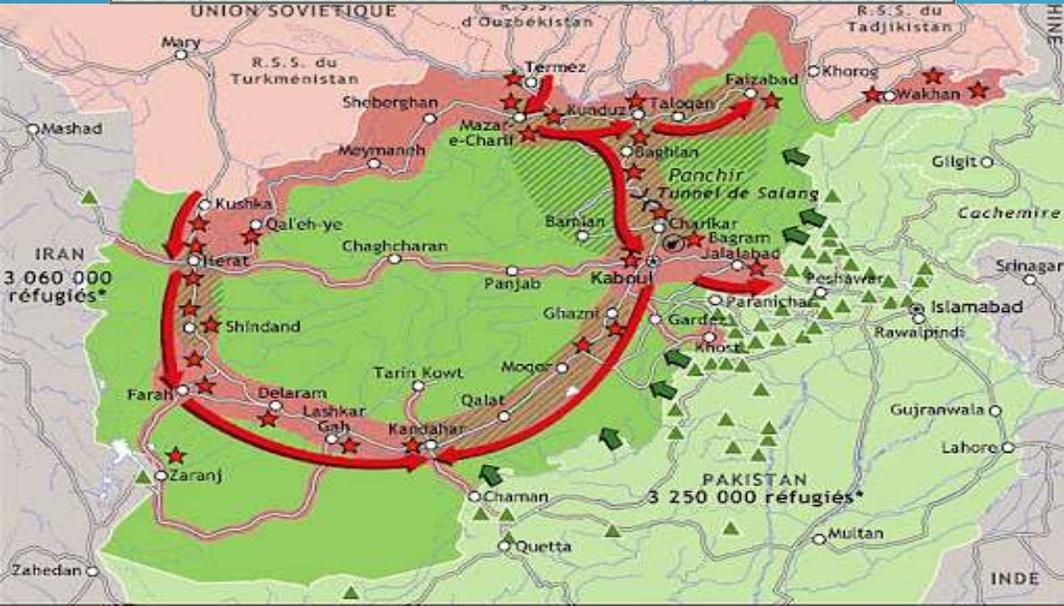
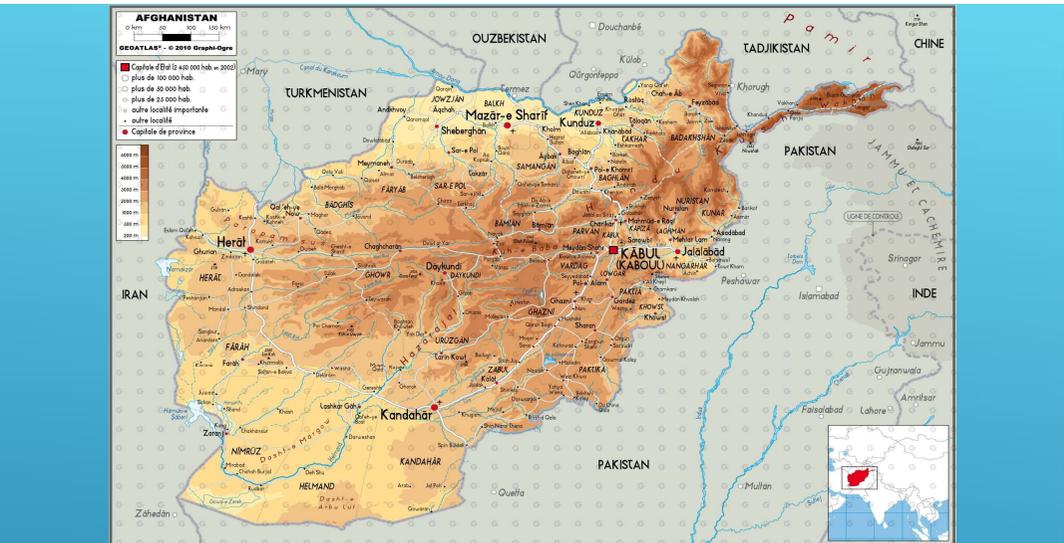
R. Reagan, Orlando, 1983



© Plantu, dessin paru dans *Le Monde* du 18/1/1983



La reprise de la course aux armements



- avance soviétique (1979-1980)
 - point d'entrée de l'aide à la résistance afghane
 - ★ principales bases soviétiques
 - zone «contrôlée» par les Soviétiques et les forces gouvernementales
 - zone sous «contrôle» de la résistance
 - principales zones d'action de la résistance
 - ▲ principaux camps de réfugiés afghans
 - ▲ pays bénéficiant de l'aide militaire américaine afin d'aider la résistance afghane
- * UNHCR (1979-1990)



La guérilla afghane

La naissance de l'islamisme radical

Ce que les Soviétiques n'avaient pas prévu, c'est qu'ils devraient se battre non seulement contre des groupes de résistance afghans, mais plus largement contre l'ensemble du monde musulman. Un jihad, une « guerre sainte », est en effet lancé contre l'Armée rouge impie, qui a envahi une terre d'Islam.

Moscou ne s'y attendait pas car l'URSS comptait de nombreux clients dans le monde arabe : la Syrie, la Palestine, le Yémen du Sud, l'Algérie, etc. Mais les Américains et les Saoudiens, alliés de Washington, vont encourager les ulémas les juristes et théologiens « docteurs de la Loi » à proclamer ce jihad. C'est un moyen de mobiliser, face à l'URSS, des opposants dans tout le monde musulman et de donner une identité fédératrice aux groupes de résistance afghans. Le combat en Afghanistan, contrairement, par exemple, au combat palestinien, n'a pas de connotation nationale. Le langage employé est religieux, et non pas nationaliste.

Il y a d'abord les combattants afghans, ce qu'on appelle les « moudjahidin ». Ils se divisent en différents groupes, en conflit les uns avec les autres, dominés par des seigneurs de la guerre. Et puis il y a des combattants venus de l'ensemble du monde musulman. Ils constituent des brigades internationales de jihadistes. Ce sont essentiellement des Arabes venus d'Arabie saoudite, du Yémen, d'Algérie, d'Égypte, etc. Mais on trouve aussi des Pakistanais, des Philippins, des Malaisiens

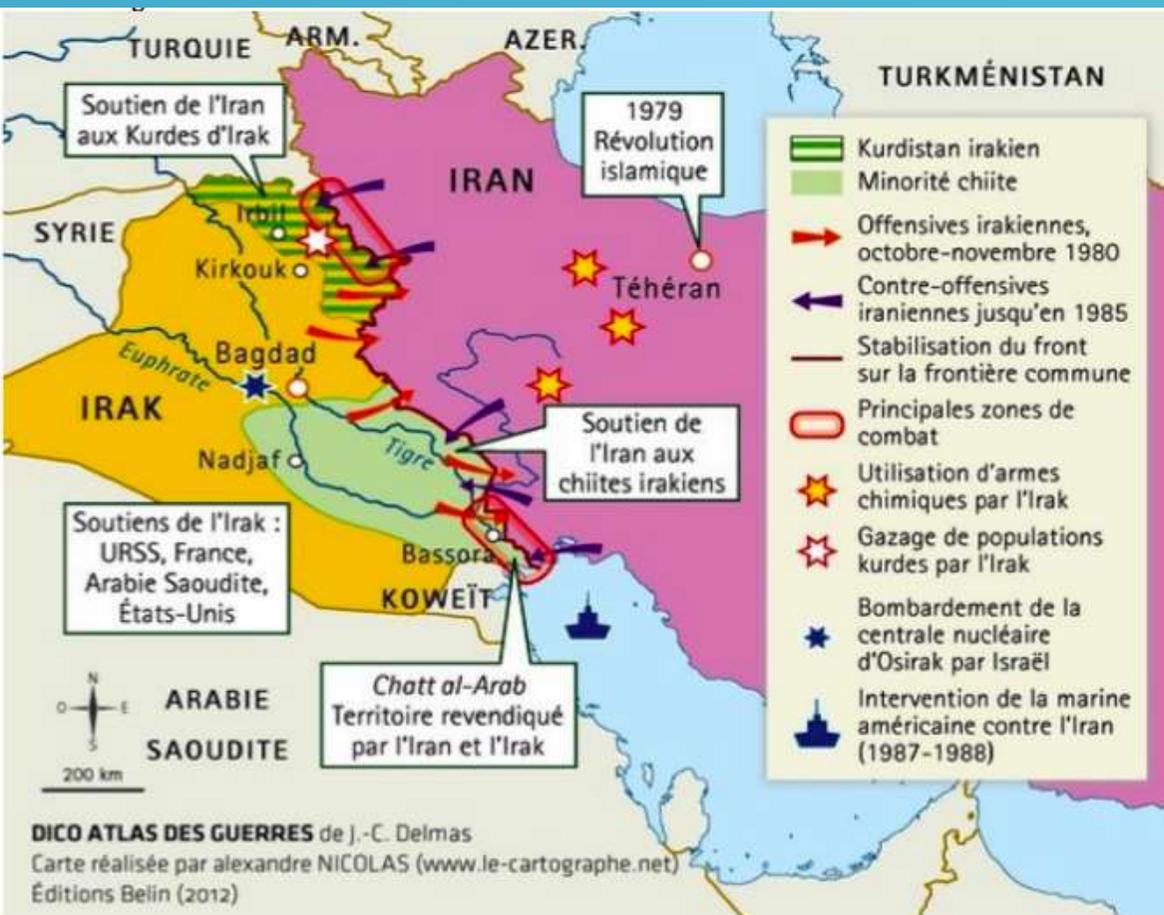
Le Saoudien Oussama ben Laden a effectivement fait ses premières armes lors du conflit afghan. C'est à cette occasion que son groupe, Al-Qaida, est né. Son nom même, qui signifie la « base » en arabe, renvoie, comme l'expliquait Ben Laden lors d'une interview sur Al-Jazira en octobre 2001, au camp de base construit en Afghanistan pour former les jihadistes et à la base de données, celle de tous les musulmans qui ont transité par ce camp, un réseau mobilisable par Internet. L'Afghanistan voit naître une synthèse de deux courants, ce qu'on peut appeler le « salafisme jihadiste », qui mêle l'ultrarigorisme du salafisme et la dimension politique, voire violente, de l'islamisme des Frères musulmans.

Pour les États-Unis, il s'agit de donner l'estocade à l'ennemi soviétique. Washington s'entend avec les pays du monde musulman : pour chaque dollar dépensé par la CIA, les pays arabes avancent un pétrodollar. Au total, le jihad en Afghanistan n'aura coûté que 600 millions de dollars par an aux Américains - ce n'est pas cher payé pour faire tomber l'URSS ! Celle-ci va subir son Vietnam sans qu'une goutte de sang américain soit versée.

La guérilla afghane est ainsi ravitaillée en armes, essentiellement chinoises, payées par la CIA et l'Arabie saoudite. Ces armes transitent par le Pakistan. En retour, les camions qui rentrent à Karachi sont remplis d'opium afghan... Se développe ainsi une véritable économie mafieuse en Afghanistan et au Pakistan, qui dure encore.

La guerre Iran-Irak, 1980-88

Soutiens internationaux	
Irak	Iran
Pays arabes sunnites, USA, France, URSS	Syrie, Israël, URSS, États-Unis (Irangate)



Causes du conflit:

Chiïtes (Iran)/Sunnites(Irak)
 Perses (Iran)/Arabes (Irak)
 Territoire contesté: Chatt al arab (pétrole)
 Volonté de devenir une puissance régionale
 (Saddam Hussein/ Khomeini)

Irangate:

Afin de financer la guérilla contre les Sandinistes au Nicaragua, la CIA va par l'intermédiaire d'Israël puis directement vendre secrètement des armes à l'Iran, dont le bénéfice sera versé aux anti-sandinistes. Le scandale appelé Irangate éclatera en 1986, montrant que Reagan était au courant de l'opération.

Pour Pierre Grosser, il apparaît nettement que la fin de la guerre froide ne doit pas se résumer à une approche occidentale symbolisée par la chute du mur de Berlin mais aussi par les profondes mutations principalement en Chine, à partir de 1979. Les choix politiques et économiques faits alors par Pékin permettent, à ce moment-là, une fluidification des relations avec ses voisins et un essor économique spectaculaire que peu d'experts avaient prévus.



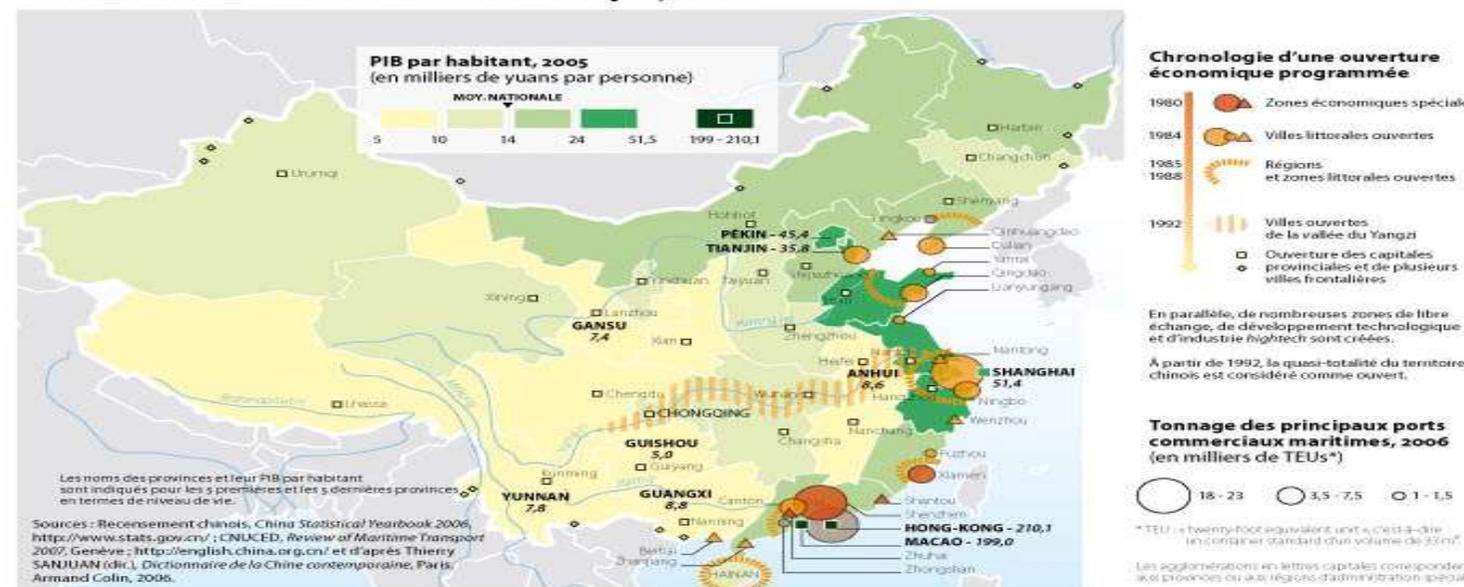
Pierre Grosser

L'histoire du monde se fait en Asie

Une autre vision du XX^e siècle



Niveaux de vie et ouverture économique, 2005



Peu importe que le chat soit noir ou gris du moment qu'il attrape des souris
Deng Xiaoping



Perestroïka: « reconstruction », réformes économiques libéralisant une partie de l'économie soviétique afin de résoudre la crise.
Glasnost: « transparence », réformes politiques luttant contre la corruption et libéralisant quelque-peu la vie politique, avec notamment la liberté de la presse.

M. Gorbatchev
(1985-1991)



En raison de la situation qui prévaut actuellement, je mets fin à mes fonctions de Président de l'URSS. En cette heure difficile, pour moi et pour tout le pays, alors qu'un grand Etat cesse d'exister, je reste fidèle à mes principes, qui m'ont inspiré dans la défense de l'idée d'une nouvelle Union.

Quand j'ai accédé aux plus hautes fonctions de l'Etat, il était déjà clair que le pays allait mal. Tout ici est en abondance : la terre, le pétrole, le gaz, le charbon, les métaux précieux, (...) et pourtant nous vivons bien plus mal que dans les pays développés, nous prenons toujours plus de retard par rapport à eux. « La raison en était déjà claire : la société étouffait dans le carcan du système administratif de commande. Condamné à servir l'idéologie et à porter le terrible fardeau de la militarisation à outrance, elle avait atteint la limite du supportable. Toutes les tentatives de réforme partielles -et nous en avons eu beaucoup- ont échoué l'une après l'autre. (...) Il fallait tout changer radicalement

« Je comprenais qu'entamer des réformes d'une telle envergure et dans une société comme la nôtre était une oeuvre de la plus haute difficulté, et dans une certaine mesure, risquée. Mais il n'y avait pas de choix. Aujourd'hui encore je suis persuadé de la justesse historique des réformes démocratiques entamées au printemps 1985.

« Néanmoins une oeuvre d'une importance historique a été accomplie :

- Le système totalitaire, qui a (empêché) le pays de devenir heureux et prospère, a été liquidé.*
- La « Guerre froide » est finie, la menace d'une guerre mondiale est écartée, la course aux armements et la militarisation insensée qui a dénaturé notre économie, notre conscience sociale et notre morale, sont stoppées.*

Discours de démission en décembre 1991



**L'EUROPE
1989 - 1993**
la fin du communisme
et ses conséquences

- pays de démocratie libérale et d'économie de marché
- date des premières élections libres dans les démocraties populaires
- fin du rideau de fer à partir de mai 1989 (Hongrie)
- ★ chute du mur de Berlin 9 nov. 1989
- ↔ réunification de l'Allemagne 3 oct. 1990
- ↔ dislocation
U.R.S.S. : 9 dec. 1989
Yougoslavie à partir de 1990
Tchécoslovaquie : 1er janv. 1993

La chute des démocraties populaires

9 novembre 1989





— limite de l'URSS en 1990

— frontières des nouvelles républiques

★ guerre d'indépendance après 1991